

ajournée jusqu'à lundi, à deux heures et demie?

Des voix D'accord!

(La séance, suspendue à 3 heures et 50 minutes, est reprise à 4 heures et demie.)

Reprise de la séance

M. l'Orateur: A l'ordre! La Chambre reprend les travaux qui ont été interrompus précédemment.

LES SUBSIDES

La Chambre se forme en comité des subsides sous la présidence de M. Rea.

LE MINISTÈRE DES PÊCHERIES

Services généraux—

139. Administration centrale, \$319,700.

M. le président suppléant (M. Rea): La parole est à l'honorable député de New-Westminster.

M. Morris: Puis-je interrompre l'honorable député en posant une question de privilège?

M. le président suppléant (M. Rea): L'honorable député de New-Westminster permet-il au député d'Halifax de l'interrompre pour poser une question de privilège?

M. Morris: Peu après les observations que j'ai formulées au cours du débat, l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine s'est demandé si j'avais ou non quitté la Chambre. Je veux assurer au comité, monsieur le président, que je n'avais pas quitté la Chambre. J'étais derrière le rideau en train de fournir une explication au personnel du hansard au sujet de mon discours.

M. Hahn: On m'a dit, monsieur le président, que c'était la vigueur de mon discours qui a provoqué la panne d'électricité. Chacun conviendra, vu que je souffre d'un rhume, qu'il m'est impossible de parler avec une telle vigueur. Cet incident peut cependant avoir d'autres causes. L'une de ces causes est peut-être l'ombre du libéralisme qui plane au-dessus de nos têtes. On m'en signale une autre: c'est que les conservateurs n'auraient pas payé le compte d'électricité.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ou bien ils auraient essayé de le payer avec de la monnaie du Crédit social.

M. Hahn: S'ils n'avaient pas accepté le principe socialiste de l'étatisation, je suis sûr que nous n'aurions pas le même problème, parce que l'entreprise privée aurait su nous doter d'une centrale auxiliaire.

Lorsqu'on m'a si brusquement interrompu, monsieur le président, je parlais du marquage du saumon en haute mer. Je me demandais si les Japonais prennent plus de notre saumon qu'ils n'en ont le droit. Lorsque le ministre répondra aujourd'hui, il fera peut-être une déclaration sur les résultats de notre étiquetage comme moyen de connaître l'origine de ce poisson. Sauf erreur, on a déjà obtenu des renseignements.

On a aussi évoqué à la Chambre de temps à autre le problème qui met en cause le poisson et les aménagements hydro-électriques. Je tiens à en dire quelques mots, parce qu'on s'y intéresse beaucoup sur la côte du Pacifique. Pendant le congé de Noël, on m'a signalé un article paru dans un journal de la Colombie-Britannique, le 18 décembre, sous le titre: *Le plan de barrage gagne du terrain.*

Une voix: Le plan de qui?

M. Hahn: Le plan du barrage Moran. L'article traite de l'aménagement hydro-électrique du Fraser, que ce soit sous une forme ou sous une autre. Il expose les craintes de différents groupes. En toute justice pour les tenants de l'aménagement hydro-électrique, disons qu'ils ont donné à entendre que les deux, poisson et aménagement énergétique, étaient conciliables. D'autre part, l'industrie de la pêche prétend que le barrage serait la mort de l'industrie saumonnaire. L'ancien ministre des Pêcheries disait l'an dernier en cette salle, comme le hansard en fait foi, que l'industrie du saumon représentait une valeur d'environ 50 millions par an pour les gens de la Colombie-Britannique. On semble contester ce chiffre. Le général McNaughton a déclaré devant le comité des affaires extérieures, l'an dernier, que la valeur de l'industrie du saumon s'établissait à une douzaine de millions. A la suite de cette déclaration, le sénateur Reid a affirmé que cette valeur s'établissait à quelque 75 millions. Toutefois, peu importe que cette valeur se monte à 12 ou à 75 millions. Au vrai, comme l'a signalé le député de Nanaïmo, il s'agit de maintenir la vigueur d'une industrie qui va fournir des aliments pendant de longues années.

L'ex-gouvernement s'est opposé à l'aménagement d'un barrage sur le Fraser parce qu'on n'avait pas encore exploré et utilisé toutes les autres sources d'énergie; d'autre part, la CCF s'est prononcée pour le maintien de l'industrie de la pêche plutôt que pour la captation de l'énergie sur le Fraser, comme nous l'avons fait. Il reste pourtant au gouvernement actuel à exposer son attitude en la matière. J'engage le ministre à en parler dans sa réponse.